

## 8 Économie

## Accès aux marchés publics

## La DGBFIP au chevet de 200 PME gabonaises

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

LA direction générale du Budget et des Finances publiques (DGBFIP), à travers son pôle "Marchés publics", poursuit son opération de renforcement des capacités des Petites et moyennes entreprises (PME), en vue de permettre à celles-ci de répondre plus efficacement aux appels d'offres lancés par le gouvernement.

Après le succès du forum pour la PME gabonaise organisé le 25 juin 2015, le directeur général adjoint du Budget et des Finances publiques, chargé du pôle "Marchés publics", Ghislain Guilain Bingangoye a officiellement lancé hier, à la Chambre de commerce, l'atelier technique de renforcement des capacités au profit de deux cents responsables de PME.

Durant deux jours (11 et 12 mars), ces acteurs de la vie économique vont s'imprégner des différentes procédures et des étapes, en vue de répondre efficacement et



Photo : FA

Ghislain Guilain Bingangoye (c), dga du Budget et des finances publiques, veut faciliter l'accès des PME à la commande publique. Photo de droite : Les responsables des PME: s'imprégner des mécanismes d'attribution des marchés publics.

avoir accès à la commande publique.

« Soucieux de la continuité du processus déjà entamé lors du forum pour la PME gabonaise, nous avons jugé utile de continuer notre accompagnement par l'organisation des ateliers de formation pour aider la PME à mieux maîtriser les pré-requis et les mécanismes de la commande publique. Ceci pour répondre efficacement aux exigences techniques des dossiers d'appels d'offres », a indiqué le DGA chargé des Marchés pu-

blics.

En effet, les analyses des appels d'offres lancés lors d'une précédente opération au profit des PME, avaient permis de mettre en évidence plusieurs manquements. Sur les 118 lots proposés, seuls 63 avaient fait l'objet d'attribution. « Nous avons donc cherché à savoir quelles étaient les causes de ce nombre élevé de lots infructueux, et le constat a été clair : la mauvaise ou l'insuffisante préparation des PME, du fait de la méconnaissance



Photo : DR

ou de la non-maîtrise des procédures relatives à la commande publique », a expliqué Ghislain Guilain Bingangoye.

Pour le ministère du Budget et des Comptes publics, il est important que la DGBFIP réponde aux difficultés rencontrées par les PME gabonaises, en prônant le respect des trois principes clés de la commande publique : la liberté d'accès à la commande publique pour le plus grand nombre ; l'égalité et l'équité dans le traitement

des candidats et la transparence des procédures.

« Les PME/PMI revêtent une importance capitale pour Monsieur le président de la République. Dans le contexte économique actuel, la nécessité de favoriser la performance et la compétitivité des PME/PMI est certaine et incontournable pour leur essor, et ceci dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant Etat-PME. Ces ateliers traduisent donc une nouvelle coopération avec les entreprises », a souligné le DGA.

## Clôture du Salon de l'emploi et de la formation

## Une réussite!

FA.  
Libreville/Gabon

C'est du moins l'avis des organisateurs de cet événement.

Débutée le 8 mars 2016 à la Chambre de commerce, cette opération s'est achevée jeudi dernier.

LE président de l'Association pour une jeunesse autonome (Apja), Eric Boundono, et le président du groupe CBI, Eric Allogho, ont clôturé, jeudi, à Libreville, la 3e édition du Salon de l'emploi et de la formation (SEF).

Les co-organisateurs dudit Salon se disent satisfaits de l'engouement qu'il a suscité. « Pour nous, ce Salon est une réussite. D'abord parce qu'il y a eu une forte affluence sur le site et lors des différentes conférences. Ce qui signifie que les thèmes abordés ont intéressé les jeunes. Ensuite, de nombreux jeunes ont ef-



Photo : FA

Le président de l'Apja, Eric Boundono, et le président du groupe CBI, Eric Allogho, les co-organisateurs du SEF.

fectué le déplacement en possession de leur CV (...) qui est, en effet, un outil qui augmente la probabilité de trouver un emploi. Et enfin, les entreprises ont répondu présent. Ceci est un salon de l'emploi. Et, il y a eu au total 15 entreprises et 9 établissements supérieurs, avec des centres de formation professionnelle. Nous espérons que beaucoup de participants ont pu avoir des réponses à leurs préoccupations, et que les plus chanceux ont, au moins,

pu décrocher un entretien d'embauche ou avoir l'espoir d'un emploi.

Dans leur démarche d'appui au gouvernement, les organisateurs du SEF comptent lui remettre un rapport de cette activité. « C'est très important d'avoir les statistiques sur les personnes qui se sont déplacées, qui ont visité notre page Facebook et notre site web. Les entreprises et les établissements étant des partenaires de ce Salon, nous rendrons compte sur le nombre de CV



Photo : FA

Une vue des participants à la clôture du Salon

déposés, le nombre de demandes de stage, les préoccupations de ces personnes qui se sont déplacées au salon. A ce moment, on fera un rapport assez conséquent qui pourra servir à approfondir les démarches menées actuellement par le gouvernement sur la question d'emploi et de formation », a expliqué le président de l'APJA.

Ce salon, qui a été réalisé "sans un franc du contribuable", pourrait, si les moyens sont réunis, voir sa 4e édition

dans les années à venir. Car, la 3e édition a été une aubaine pour les jeunes Gabonais de rencontrer les entreprises, même si certains déplorent le fait que la salle de conférence était exigüe et ne pouvait accueillir plus de monde.

« Nous sommes ravie d'avoir participé à ce Salon, même si nous n'avons vraiment pu assister à toutes les conférences, à cause du nombre de places limité à 250 », a déclaré Morgane Mamboundou, une participante.

## Rencontre entre les coopératives agricoles de l'Estuaire et le chef technique du Programme Graine

## Le problème des parcelles débattu

MZM  
Libreville/Gabon

LES coopératives agricoles de la province de l'Estuaire ont été édifiées jeudi dernier par le chef technique du Programme Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine), Lazare Ossendé Essanga sur la notion de coopérative, l'une

des conditions à l'existence dudit programme. Mais également sur les étapes à engager afin d'accéder à ce programme.

Cet échange, en prélude à la rencontre du 20 mars prochain, à l'initiative du vice-Premier ministre Paul Biyoghe Mba, avait pour objectif d'appréter les coopératives au lancement du programme dans la province de l'Estuaire. Ainsi, plusieurs préoccupations ont été évoquées par

les coopératives, notamment l'urbanisation de la province, qui rend pénible la recherche de parcelles adaptées. « Le problème de parcelles au niveau de l'Estuaire était une préoccupation au niveau de la coordination du projet. Mais, au terme de ces échanges, nous sortons satisfaits. En effet, nous avons eu la chance qu'au niveau de l'Estuaire, le ministère de l'Environnement a déjà identifié des zones sur lesquelles les

coopératives adhérant au programme Graine seront installées. Notamment dans la zone d'Akanda, où il y a près de 2 000 hectares réservés et dans la zone de Kango, avec plus de 4 000 hectares », a indiqué Lazare Ossendé Essanga.

Le programme propose, semble-t-il, un accompagnement dans la création de coopératives agricoles de la hauteur des enjeux du secteur. « C'est une bonne stratégie, car elle permet de

regrouper les coopératives, tout en créant des pôles de production. Mais aussi de faciliter la collecte de produits Graine, le contrôle interne et, mieux, de susciter la concurrence positive au niveau des coopératives, dans le but d'un meilleur rendement », a-t-il indiqué.

Au terme de la réunion, les coopératives agricoles de l'Estuaire, d'une voix unanime, se sont déclarées prêtes à accueillir "Graine" dans leur province.

## Brèves

## Nigeria/Une nouvelle dévaluation du Naira, seule issue de secours

Officiellement, le taux du naira est fixé, à 197 unités pour un dollar. Mais, sur le marché parallèle, la monnaie du Nigeria, première économie d'Afrique, ne cesse de s'effondrer, entraînée par la chute des cours de l'or noir. Mi-février, dans les bureaux de change de Lagos, il fallait déboursier 390 nairas pour obtenir 1 dollar, contre « seulement » 220 nairas à l'autonome 2015.

## L'Afrique du Sud et le Nigeria, deux géants africains aux relations tumultueuses

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a renoué les liens entre les deux plus grandes puissances économiques du continent africain cette semaine lors de sa visite officielle au Nigeria. Des relations qui ce sont considérablement dégradées ces dernières années.

Les programmes d'ajustement structurels avaient tué le naira. De toutes parts les pressions affluent sur Muhammadu Buhari, enjoignant le président à dévaluer la monnaie pour mieux refléter son niveau réel.

## Tunisie/En guerre contre un insecte tueur de palmiers

La Tunisie, un des principaux exportateurs de dattes au monde, est en guerre contre un insecte tueur de palmiers dont la propagation constituerait une catastrophe économique et environnementale.

Actions de terrain, campagnes de sensibilisation, lancement d'un numéro vert sont mis en œuvre pour éradiquer cette menace.

Le coléoptère ne mesure que quelques centimètres mais a déjà infecté des centaines de pieds sur les quelque 30.000 de l'agglomération. Cet insecte tropical s'attaque au cœur du palmier qui, après infestation, dépérit irrémédiablement. Lorsque les palmiers virent au brun et s'aplatissent, il est souvent trop tard.

## Imara Africa Securities (IAS)

La firme IAS focalisée sur des investissements en Afrique, fait savoir que, malgré la croissance annoncée dans la plupart des pays de la région, les marchés financiers qui y sont présents vont de nouveau subir la pression du niveau bas des prix des matières premières, une demande chinoise toujours en berne et une probable hausse des taux de la réserve fédérale américaine qui entraîne une hausse du dollar et impacte négativement les monnaies africaines.

La firme estime aussi que des défis, liés notamment à l'accès à l'électricité et aux décisions prises par certains gouvernements comme celui du Nigeria de ne pas laisser fluctuer leurs monnaies au rythme du marché, susciteront chez les investisseurs (internationaux) des réserves quant à l'introduction des actifs africains dans leurs portefeuilles.

Rassemblées par F.A.